

La résilience libanaise

Des présents sans lendemain

Inès Prévot, Architecte urbaniste

Inès Prévot, architecte et urbaniste, habite à Beyrouth. Auteure des photos qui illustrent ce numéro et maquettiste de *Traits-d'Union* depuis le numéro 8, nous avons tenu à accueillir ses réflexions sur le(s) présent(s) de la société libanaise qu'elle capte dans ses photographies. Les images sont tirées de trajets quotidiens, marches d'exploration urbaine, travail de terrain, et week-ends de loisirs. Bien qu'elles ne tendent pas à l'exhaustivité, elles s'inscrivent dans une écologie ultra-contemporaine, par un geste bien connu de notre contemporanéité : saisir le moment au moyen d'un téléphone et poster ses photos sur les réseaux sociaux. Le téléphone est en effet devenu le moyen par excellence pour prendre des photos, outil toujours à la main et souvent plus discret qu'un appareil photo à proprement parler. Ces photographies, vouées en principe à être publiées sur Instagram, cherchent à rendre visible un moment [*Momentaufnahme*] dans ses contrastes, mais également à révéler la manière de percevoir les différentes strates du présent. Elles captent un présent et démontrent ainsi comment se construit la machinerie de notre contemporanéité, dont elles sont preuve et réflexion.

Le Liban, c'est le pays des artistes et des intellectuels du Moyen-Orient. C'est le pays d'une gastronomie mondialement acclamée et d'une *night life* ardente qui s'exporte à travers les continents. Le Liban, c'est le pays d'une nature riche où l'on peut skier et se baigner dans la Méditerranée la même journée. Durant la semaine, à la capitale, on mène un quotidien de batifolage ; le week-end, on revient au village pour se ressourcer et rejouer la tradition. Le Liban, c'est un petit bout de terre « qui disparaît sous son doigt lorsqu'on le pointe sur une carte¹ » et où tous se connaissent de près ou de loin. D'un nom de famille, on devine instantanément la religion, le statut et les postures politiques. Alors on s'observe, on se surveille. On ira se retrouver sur des plages illégalement privatisées où l'on aura la garantie de retrouver ses semblables. Tout aussi bien qu'on utilisera des migrants en les employant chez soi pour maintenir l'illusion d'un certain statut social malgré une crise économique bien enracinée. Le Liban c'est comme un territoire insulaire, pris dans une lutte armée contre Israël, la guerre syrienne et *Daesh*. C'est le terrain d'un vaste et complexe bras de fer régional avec l'Iran, avec la Russie et Israël, et avec les États-Unis. Après une longue guerre civile (1975-1990) et des bombardements dévastateurs durant la guerre des Trente-trois jours (juillet-août 2006), on vit depuis lors au jour le jour où une multitude de réalités cohabitent et s'endurent. Le Liban, c'est le pays de contrastes, d'ambivalences et de contradictions qu'on aime et qu'on déteste passionnément.

Le cadre bâti : entre guerres passées et futur inconcevable

Dans ces villes qui ont enduré des affrontements, Beyrouth fait partie de celles qui en garde de nombreux témoins. Le paysage urbain est un clair-obscur fascinant : des condominiums flambants neufs jouxtent des demeures ottomanes criblées de balles. Cet éclectisme produit l'effet d'arriver à la fois dans une métropole



moderne compétitive et dans les ruines d'une guerre encore fumante. Les bâtiments endommagés, témoins de la culture libanaise, sont trop chers pour être réhabilités : on les laisse tels quels ou on fait *tabula rasa*. Lorsqu'on reconstruit, on ne se préoccupe pas de son voisin. C'est la logique de parcelle par parcelle, ancrée depuis la néo-libéralisation de la ville. Mais la plupart des constructions se font de manière informelle, permise par un cadre légal désactualisé et par l'incurie des autorités locales. Entre modernisation et densification sans contrôle, la ville mue à vue d'œil, avec d'un côté, la sur-densification des quartiers les plus vulnérables, et de l'autre la gentrification des quartiers centraux qui suit la géographie du monde de la nuit, serpentant entre les tours d'habitations vides, financées par les saoudiens. Depuis trente ans, les populations migrent, les usages changent, les activités économiques se déplacent. Depuis trente ans, les populations s'appauvrissent et le sentiment de dépossession de la ville est vécu par la majorité.

Dans les rues ponctuées de barrages militaires, on croise des fumeurs des bars qui font la fête n'importe quel jour de la semaine, des enfants Doms qui mendient, des hommes qui accaparent les trottoirs autour de chichas, des travailleuses domestiques qui promènent les chiens de leurs propriétaires. Parfois on croise des étrangers, les seuls marcheurs de la ville. Ces occupants des rues sont les corps oubliés de cette société. Ce sont les personnes dont tous les autres se protègent dans une Porsche. La condition urbaine n'existe pas, l'espace commun est hostile. On consomme la ville, on ne la gère pas. Des intérêts personnels, au manque de consensus, à l'inexistence de planification, on pense exclusivement au présent, on appréhende le futur qu'à condition de pouvoir l'envisager en dehors de ces frontières.

I Les services urbains, témoins de l'absence de planification

Lorsqu'on vit au Liban, on doit réapprendre à consommer. La plupart des immeubles sont équipés de générateurs pour pallier les coupures d'électricité quotidiennes. Les déchets font partie du paysage urbain et rural car les services tenus par le secteur privé sont trop onéreux pour la plupart. Malgré sa condition d'« oasis du Moyen-Orient », les pénuries d'eau sont journalières et ne laissent pas d'autre option que de recourir à des solutions contraignantes et coûteuses. Même lorsque l'eau arrive au robinet, on préférera boire en bouteille. Enfin, l'évocation des transports publics fait sourire ou évoque un souvenir un peu fou dans une ville où la qualité de l'air est devenu morbide à cause de la saturation des rues par les véhicules. Fonctionnant sur un système politique communautariste — une démocratie consociative — seule une poignée de personnes prennent les décisions et assoient leur pouvoir en achetant la loyauté politique par l'approvisionnement de ces services basiques. S'il fallait planifier un quotidien soutenable et durable, c'est-à-dire penser au futur, il faudrait commencer à faire de la politique, chose qui courrait directement à la perte du système politique lui-même...

I La crise syrienne : le renvoi à un passé traumatique

Dans le contexte d'un pays qui a toujours vécu de longues périodes de dominations et d'événements violents, le Liban a l'expérience de l'accueil des populations déplacées. Néanmoins, le pays est mis à l'épreuve par la guerre syrienne où, pour la première fois malgré les nombreux conflits qu'il a endurés, il doit faire face simultanément à une crise humanitaire et à une crise des services². Ayant vécu une série de traumatismes, le gouvernement libanais refuse d'octroyer le statut de réfugiés aux syriens et la mise en place de camps « en dur » (pérenne), redoutant

l'installation durable de ceux-ci. Le mot d'ordre étant « de tout faire pour qu'ils se sentent le moins confortable » dans le but qu'ils rentrent au plus vite chez eux. Outre une peur évidente d'un éventuel déséquilibre confessionnel par la régularisation de ceux-ci³, l'argument du provisoire qui a tendance à durer est fréquemment invoqué par la classe politique. En effet, la constitution libanaise (1926) qui a scellé le régime à caractère confessionnel de nature temporaire est encore en vigueur. Aussi, l'armée syrienne qui est rentrée sur le territoire en 1976 sous prétexte de pacifier la guerre entre les Phalangistes et les Palestiniens, est restée trente années. Enfin, l'arrivée massive des Palestiniens suite à la création de l'État d'Israël (1948), supposé être transitoire, accueille à présent la troisième génération de palestiniens libanais.

Le construit *versus* l'environnement : des politiques de court-terme aux effets désastreux

Dans la mesure où le gouvernement n'autorise qu'une assistance cadrée sur l'éphémère et le précaire en réponse à la crise syrienne, un mépris de l'environnement s'est ancré durablement et a conduit à l'exacerbation de la situation. L'État, sans ressources (humaines et financières), est en difficulté pour développer des stratégies de long terme, et laisse la main à la coopération internationale. Bien que les mesures dont le Liban a besoin ne sauraient se limiter à une action sur les déplacés syriens, les acteurs humanitaires alignent des efforts à travers des réponses de crise par crise en oubliant le contexte dans lequel elle prend place. Ces populations, tout comme ces acteurs, se trouvent alors dans une situation d'inertie totale, où les uns déploient des moyens peu encadrés et donc néfastes, et les autres multiplient des démarches isolées sans avoir la possibilité de développer des actions long-terme. Étant donné que l'environnement suppose des échelles de temps beaucoup plus amples que celles des infrastructures, il n'existe pour ainsi dire plus de relation durable avec le lieu de vie.

I Conclusion

On invoque souvent la résilience libanaise. Dans une région qui cumule les deux plus grands facteurs d'instabilité — le climat et les conflits — cela semble être de circonstance. Cependant, la sphère politique croupit dans l'inertie et le *statut quo*, le système bancaire arrive à un point de rupture et les infrastructures ne supportent sa population. Cette évocation à la fois systématique et dithyrambique a pour effet de relativiser des problèmes structurels dramatiques qui plongent une société entière dans une bulle présentiste extrêmement nocive et finalement très peu résiliente. •

¹ Zeina Abirached, Concert illustré : « Le piano oriental », en représentation à l'Institut Français de Beyrouth, le 22 mars 2019.

² Cette convergence de crises porte beaucoup à confusion avec la stigmatisation des déplacés syriens rendus pour responsables de la crise des services et environnementale. Rappelons par exemple que la demande en eau est inférieure pour une personne vulnérable ou déplacée que pour une personne de la classe moyenne.

³ Les chrétiens d'Orient — originalement dominants au Liban selon la logique de la création de l'État — ont vu un changement de paradigme s'opérer depuis la guerre israélo-arabe en faveur de la communauté musulmane. Depuis la guerre civile, la coexistence « pacifique » des 18 communautés est remise en question avec un duel chrétien-chiïte, équilibre politique qui se tient a priori et au *pro rata* du nombre de personnes par confession. Depuis 2011, les sunnites rentrent dans un bras de fer avec une population syrienne à majorité sunnite qui provoquerait l'exacerbation d'une compétition économique au sein de la communauté.



